

Chaque emploi créé par la Flat Tax va coûter 200 000 euros

Le gouvernement, dans le cadre de sa réforme sur la fiscalité en France, a prévu d'instaurer une Flat Tax sur les revenus du capital. Une taxe unique à 30 % qui, selon l'aveu même de Bercy, va essentiellement bénéficier aux plus riches des Français, les mêmes qui ont bénéficié de la suppression de l'ISF. Mais pour le gouvernement ça devrait créer des emplois.

Un cadeau de près de 600 000 euros par an aux 100 Français les plus aisés

Vincent Eblé, président de la Commission des Finances du Sénat (Parti Socialiste) a demandé des précisions à Bercy concernant l'impact de la Flat Tax sur l'économie et sur les ménages. La réponse du gouvernement est claire : les 100 Français les plus aisés vont voir leur imposition baisser de 582 380 euros par an.

D'une manière générale, la réforme sur la Flat Tax va bénéficier aux plus riches puisqu'elle touche les plus-values de cession, les dividendes et les intérêts des produits que les ménages les moins favorisés n'ont que très rarement.

Ainsi, selon le document fourni au Sénat par Bercy, 44 % des gains de la réforme de la Flat Tax vont aller dans les poches des 1 % les plus aisés.

Un coût de près de 10 milliards en 2 ans pour 50 000 emplois à long terme ?

Au total, selon les calculs de Bercy, la Flat Tax devrait coûter près de 10 milliards d'euros à l'État en deux ans : très précisément 4,5 milliards d'euros en 2018 et 5,1 milliards en 2019. Mais le gouvernement justifie cette décision par ce que la Flat Tax devrait apporter à la France : une hausse de 0,5 % du PIB et la création de 50 000 emplois « à long terme » selon Bercy.

Or, le calcul est vite fait : si les 10 milliards d'euros que coûte la Flat Tax les deux premières années étaient reversés aux 50 000 personnes, ça reviendrait à 200 000 euros par personne, soit 20 000 euros par an pendant 10 ans ou 14 ans de SMIC annuel net.